

DIRECCTE
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier mensuel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

9 novembre 2016

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi



- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr
- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 6 décembre 2016.

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Marché du travail

Page 5 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 7 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 8 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 9 : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 11 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 12 : taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 13 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 14 : déclarations préalables à l'embauche

[Page 15 : évolution récente de l'intérim](#)

Page 16 : évolution récente de l'emploi salarié

Accompagnement des mutations économiques

Page 18 : activité partielle

Page 19 : procédures de licenciement collectif

Marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a diminué de 11 800 en septembre 2016 en catégories A, soit une baisse de 1,7%. Une partie de ces demandeurs d'emploi se sont trouvés en activité réduite (le nombre d'inscrits en catégories B et C augmente de 4 300); une autre partie en formation (+4 700 inscrits en catégorie D).

Sur les trois derniers mois, en catégories A, B, C, on observe une hausse de la demande d'emploi francilienne (+0,6%) qui est assez similaire à celle du niveau national (+0,8 %).

Sur un an, la hausse de la demande d'emploi en catégorie ABC apparaît stabilisée (+0,9% en Île-de-France, +1,0% en France).

Pour les plus âgés, le ralentissement ne semble pas se concrétiser, alors que les jeunes, et surtout les jeunes gens, bénéficient d'une baisse de leur demande d'emploi.

Le décrochage de la demande d'emploi des femmes, alliée à l'augmentation des inscriptions pour les motifs de première inscription et de reprise d'emploi évoquent un effet d'appel sur le marché du travail : certaines catégories d'inactifs, encouragés par les signaux de reprise économique, reprennent leur inscription comme demandeurs d'emploi. Cet effet semble présent depuis quelques mois dans la région.

L'analyse par métiers fait également ressortir les difficultés des secteurs du tourisme (hôtellerie restauration) et de la communication, de l'information et du spectacle.

Au deuxième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,5 % de la population active, en diminution de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2016. Il est toujours inférieur de 1,1 point à celui de la France métropolitaine. Il reste supérieur à sa valeur d'avant la crise de 2008, même si un mouvement de baisse semble amorcé.

Emploi

Au deuxième trimestre 2016, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a augmenté par rapport à la même période de 2015, que l'on considère tous les contrats ou seulement les contrats de plus de six mois et CDI.

Les activités de production artistique et du spectacle et l'hébergement font un nombre de DPAE en baisse par rapport à 2015.

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a poursuivi sa hausse au deuxième trimestre en Île-de-France (+0,3% par rapport au premier trimestre), toujours soutenu par les services marchands. Après avoir progressé en fin d'année 2015 et en début d'année 2016, l'intérim montre en revanche des signes de ralentissement au deuxième trimestre, en particulier dans les principaux secteurs industriels.

Mutations économiques

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées pour motif économique est, depuis le début de l'année, inférieur au niveau de 2015. La construction reste le principal utilisateur de ce dispositif.

Plus de 30 plans de sauvegarde de l'emploi ont été initiés en septembre, visant environ 3 000 emplois. Trois grosses procédures menacent la moitié de ces emplois.

| Septembre 2016 | Ile-de-France | France | Variation sur un mois (%) | | Variation sur trois mois (%) | | Variation sur un an (%) | |
|---|---------------|-----------|---------------------------|--------|------------------------------|--------|-------------------------|--------|
| | | | Ile-de-France | France | Ile-de-France | France | Ile-de-France | France |
| Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi) | 665 940 | 3 490 500 | -1,7 | -1,9 | -0,7 | -1,0 | -1,2 | -1,7 |
| Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi) | 964 980 | 5 480 200 | -0,8 | -0,7 | 0,6 | 0,8 | 0,9 | 1,0 |

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

La forte diminution sur un mois du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A vient compenser les augmentations de ces derniers mois mais les variations demeurent erratiques.

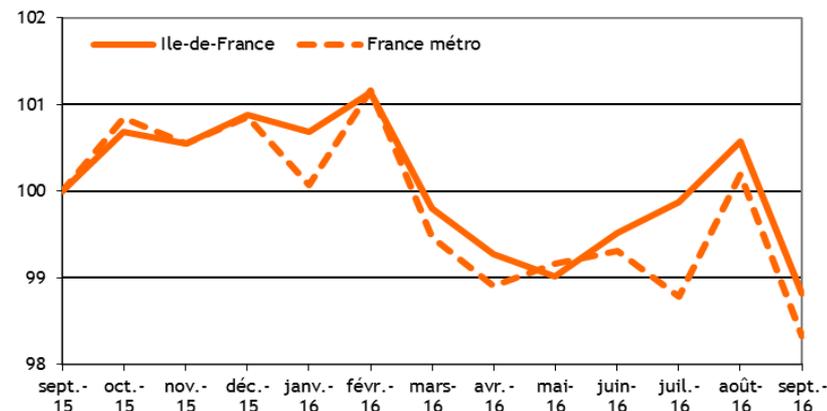
Toutefois, sur les trois derniers mois, on observe une baisse de la demande d'emploi francilienne de catégorie A (-0,7%).

Cependant, la diminution observée en catégorie A correspond en grande partie à des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi: demandeurs ayant exercé une activité réduite (+3,5% sur trois mois en catégories B et C) et surtout demandeurs en formation (+ 5 000 defm en catégorie D entre fin août et fin septembre, +7,8% sur 3 mois).

Finalement, en catégorie ABC, le mouvement de baisse est moins net (-0,8% sur un mois, +0,6% sur trois mois) mais on est à quasi-stabilité sur un an (+0,9%), comme au niveau national (+1,0%).

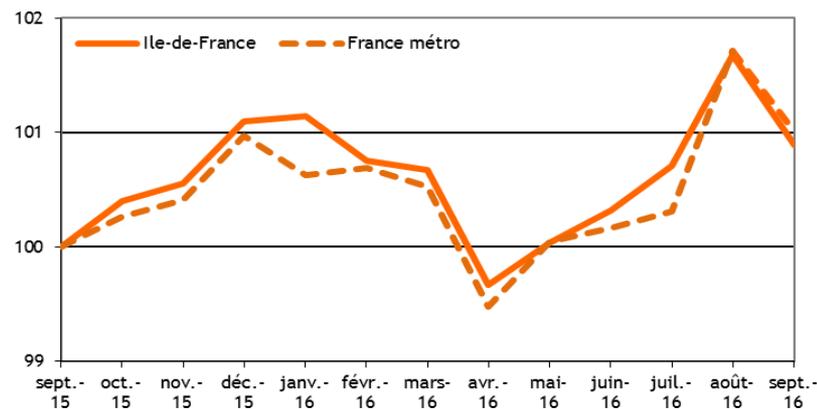
Toutes catégories confondues (ABCDE), le nombre total d'inscrits franciliens reste supérieur à un million, de manière stable (+0,8%) sur les trois derniers mois.

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en septembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en septembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi (inscrits à pôle emploi, par département) à la fin du mois de septembre 2016

| Données CVS-CJO Septembre 2016 | cat. A | évolution mensuelle | évolution trimestrielle | cat. ABC | évolution mensuelle | évolution trimestrielle |
|-----------------------------------|----------------|------------------------|----------------------------|----------------|------------------------|----------------------------|
| Paris | 132 840 | -0,4 | 0,0 | 200 720 | -0,5 | 0,8 |
| Seine-et-Marne | 65 480 | -2,2 | -0,9 | 97 700 | -0,8 | 0,8 |
| Yvelines | 64 320 | -2,2 | -1,3 | 93 660 | -1,0 | 0,1 |
| Essonne | 58 010 | -2,7 | -0,7 | 86 490 | -1,1 | 1,1 |
| Hauts-de-Seine | 79 430 | -1,6 | -0,7 | 113 270 | -0,7 | 0,5 |
| Seine-Saint-Denis | 119 410 | -2,0 | -0,8 | 165 270 | -0,6 | 0,3 |
| Val-de-Marne | 75 020 | -1,7 | -0,4 | 106 190 | -0,8 | 1,0 |
| Val-d'Oise | 71 430 | -2,2 | -1,3 | 101 680 | -1,0 | 0,0 |
| Île-de-France | 665 940 | -1,7 | -0,7 | 964 980 | -0,8 | 0,6 |
| France métropolitaine | 3 490 500 | -1,9 | -1,0 | 5 480 200 | -0,7 | 0,8 |

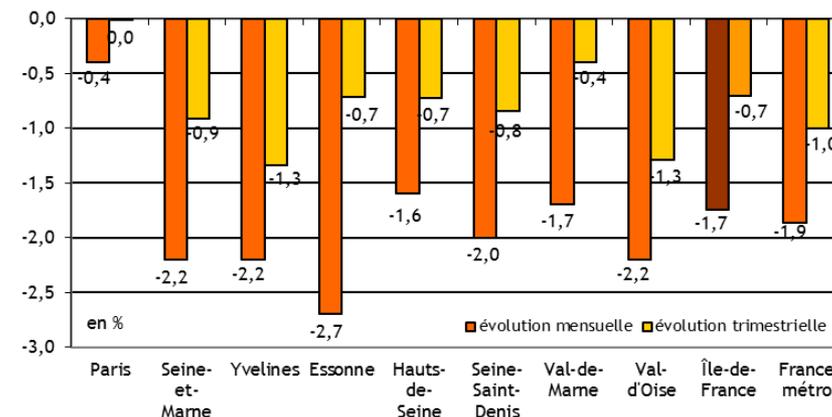
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les diminutions sont importantes en catégorie A. Sur trois mois, l'évolution est comprise entre -1,3% dans le Val d'Oise et les Yvelines et 0,0 % à Paris. Comme au niveau régional, elles sont atténuées ce mois-ci en catégorie ABC dans tous les départements (sauf Paris).

Au final, en catégorie A, B et C demeure une hausse sur trois mois, avec cependant des différences : presque nulle dans le Val d'Oise et les Yvelines, peu importante en Seine-Saint-Denis et dans les Hauts de Seine, elle reste de l'ordre de +1% sur 3 mois dans les quatre autres départements, notamment dans l'Essonne et le Val-de-Marne.

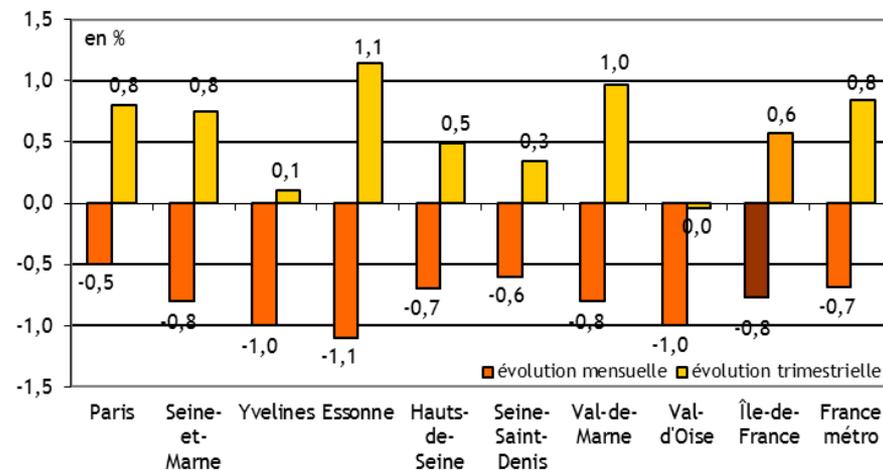
Sur un an, les Hauts-de-Seine sont le seul département à enregistrer une diminution (-0,6% en catégorie ABC). Cependant, Paris observe une quasi stabilité (+0,2%), le Val-d'Oise et la seine Saint-Denis restent en deçà de l'évolution régionale (+0,7%). Les Yvelines et l'Essonne continuent d'afficher un nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C en hausse (resp.+3,2 et +2,0%).

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



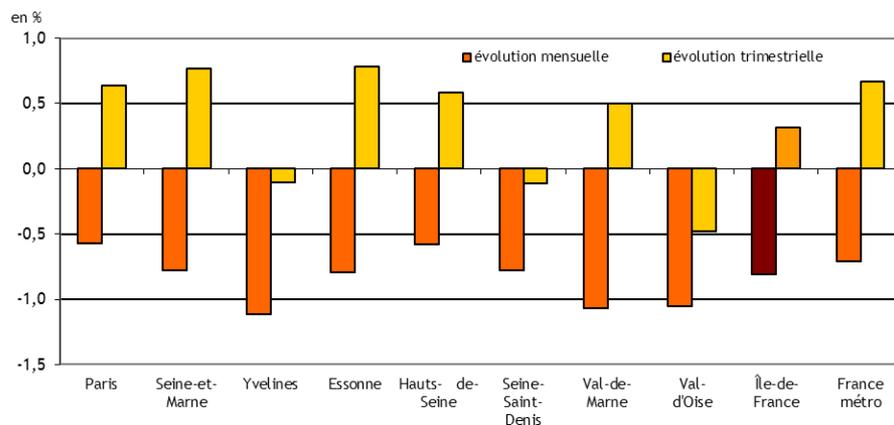
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur les trois derniers mois, en catégorie ABC, la demande d'emploi a augmenté de 0,3 % pour les hommes et de 0,8 % pour les femmes. En France métropolitaine, la demande d'emploi évolue de manière similaire, avec 0,3 point d'écart (+1,0% pour les femmes contre +0,7% pour les hommes).

Sur un an, la demande d'emploi des hommes est stable à +0,2% alors que celle des femmes affiche une hausse de +1,6%, maintenant l'écart qui a commencé à apparaître au second semestre 2015 est s'est fortement creusé depuis.

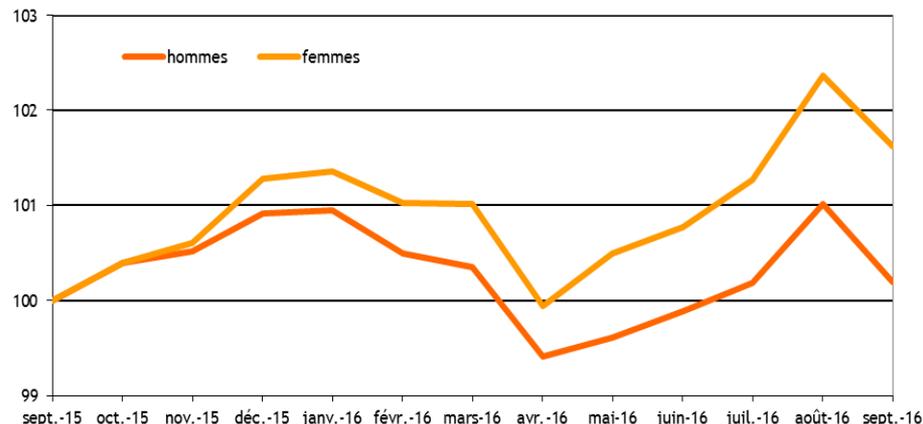
La différence d'évolution entre les hommes et les femmes ces derniers mois n'est pas homogène : les écarts les plus importants sont observés en Seine-St-Denis, dans le Val-de-Marne et dans le Val-d'Oise, au contraire de la Seine-et-Marne et de Paris où il est plus faible et des Hauts-de-Seine où l'écart est inversé sur 3 mois.

Evolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



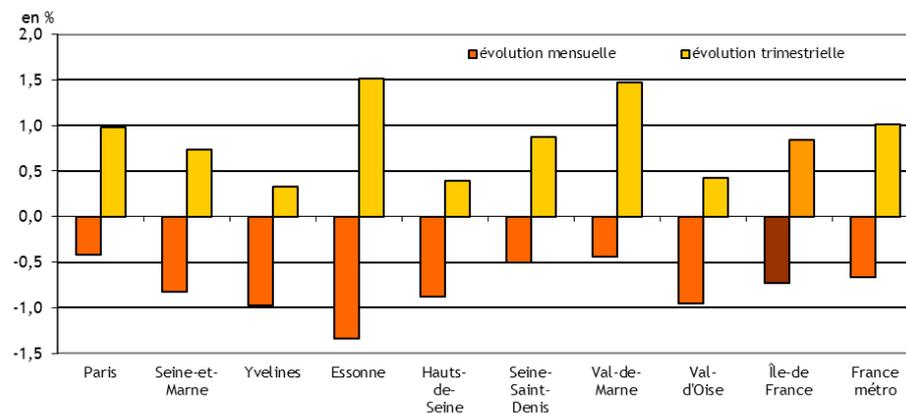
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 septembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



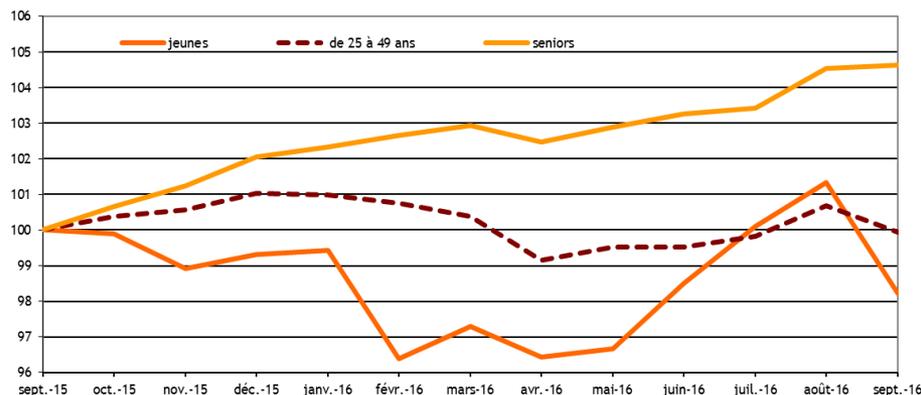
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les évolutions sont plus favorables pour les plus jeunes, tandis que le ralentissement ne se concrétise pas pour les plus âgés.

Sur les trois derniers mois, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi diminue (-0,3%). La demande d'emploi des jeunes demeure soumise à des fluctuations erratiques mais elle enregistre une baisse de 1,8% sur un an, atteignant même -2,8% pour les jeunes gens (-0,7% pour les jeunes femmes). Ainsi le nombre de jeunes demandeurs repasse sous la barre des 100 000. Les mêmes évolutions de retrouvent au niveau national.

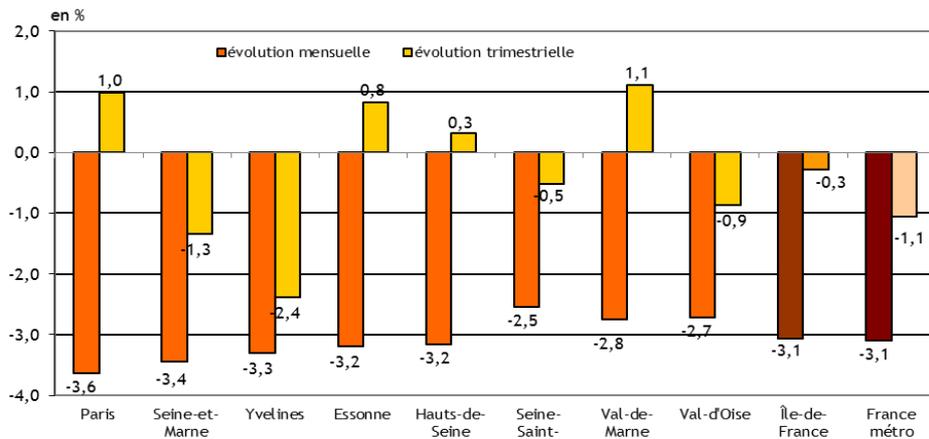
A l'opposé, la demande d'emploi des séniors poursuit sa hausse (+1,3 % sur trois mois), dans la région comme en France métropolitaine. Sur un an la hausse de la demande d'emploi des plus âgés est toujours élevée (+4,6 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 septembre 2015)



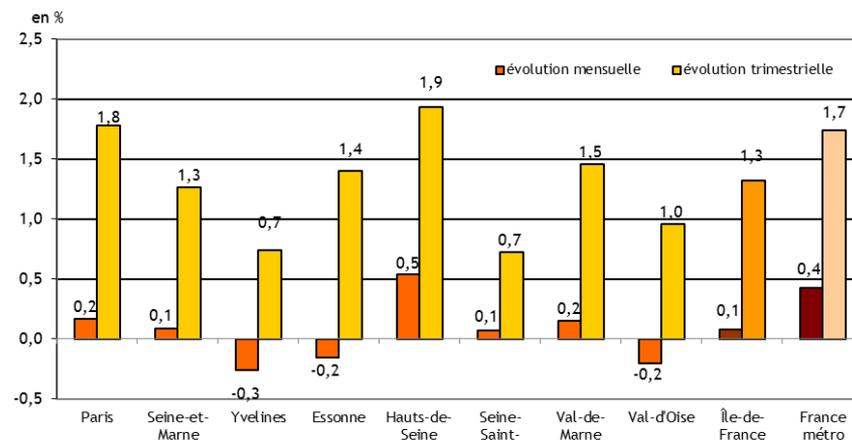
Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de séniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché à la fin du mois de septembre 2016

Avertissement : depuis mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » est entré en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). On déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socio-professionnelle passe d'environ 700 en février à près de 10 000 en septembre. Cela influe à la baisse sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories professionnelles, le nombre de « non renseignés » passant de 5 160 à 9 880 entre juin et septembre 2016.

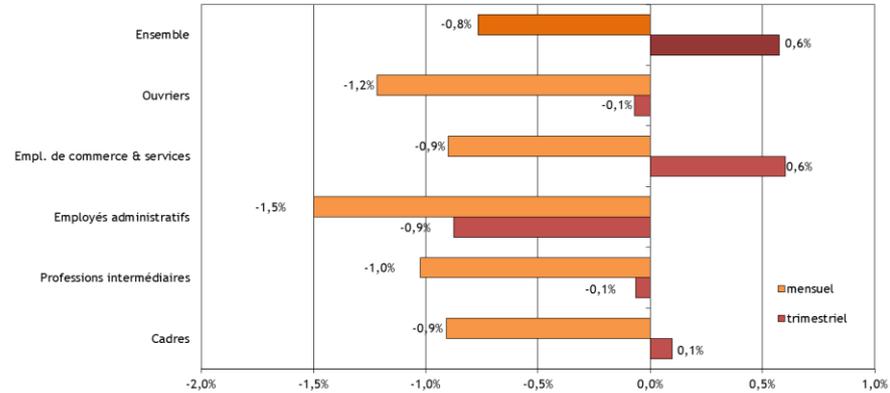
Sur les trois derniers mois, les hausses par catégories professionnelles sont un peu sous-estimées: le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de 0,6 % pour l'ensemble des demandeurs en catégories A, B et C, tandis que la hausse est seulement de 0,1 % pour l'ensemble des catégories hors non renseignés.

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente surtout pour les employés de commerce et services et ne diminue significativement que pour les employés administratifs.

Les principaux domaines professionnels qui affichent une baisse (sur-estimée) sur trois mois sont la maintenance, les métiers de la banque et assurance, du BTP et de la gestion administrative. Les hausses sont particulièrement marquées pour l'hôtellerie – restauration et la communication, information, spectacle.

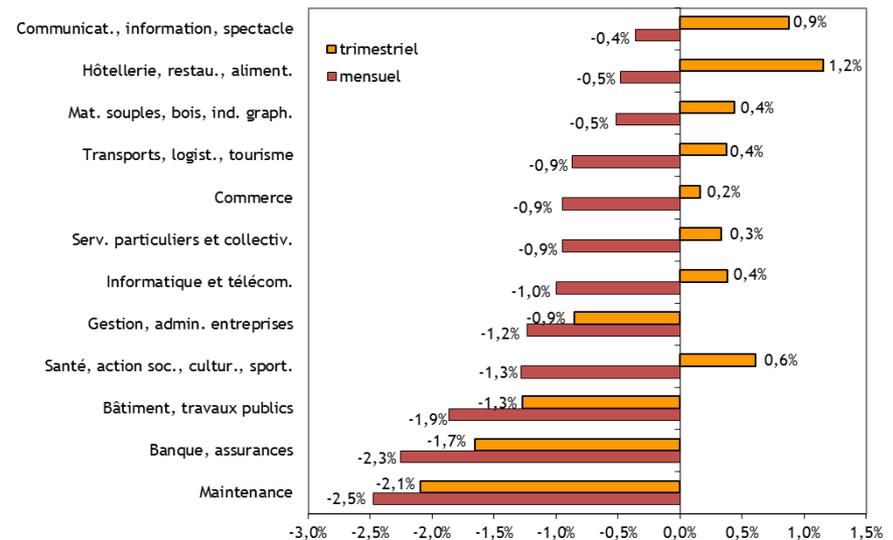
* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC – données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA

| Paris | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Val-d'Oise | Île-de-France | France métro |
|-------|----------------|----------|---------|----------------|-------------------|--------------|------------|---------------|--------------|
| 13,1% | 10,5% | 11,3% | 9,8% | 12,1% | 16,3% | 12,1% | 12,4% | 12,6% | 13,4% |

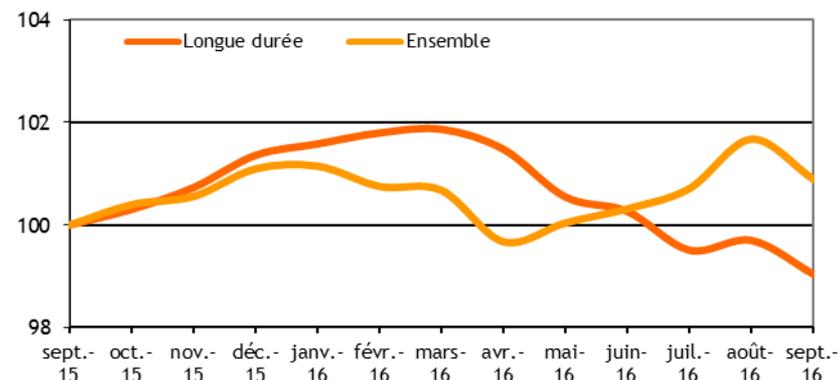
Sources : Dares / Pôle emploi – données brutes

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) a baissé de 1,2 % sur trois mois, contre -0,6 % au niveau national. Cette baisse est en partie liée au nombre anormal de défauts d'actualisation en avril: la sortie en avril suivie d'une réinscription les mois suivants a réinitialisé le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés. Néanmoins, la demande d'emploi de longue durée n'avait que très légèrement augmenté sur le premier trimestre de l'année.

La part de demandeurs ayant des droits ouverts au RSA dans la région est légèrement inférieure à celle du niveau national. La Seine-Saint-Denis a une part largement supérieure aux autres départements, à l'opposé de la Seine-et-Marne et de l'Essonne.

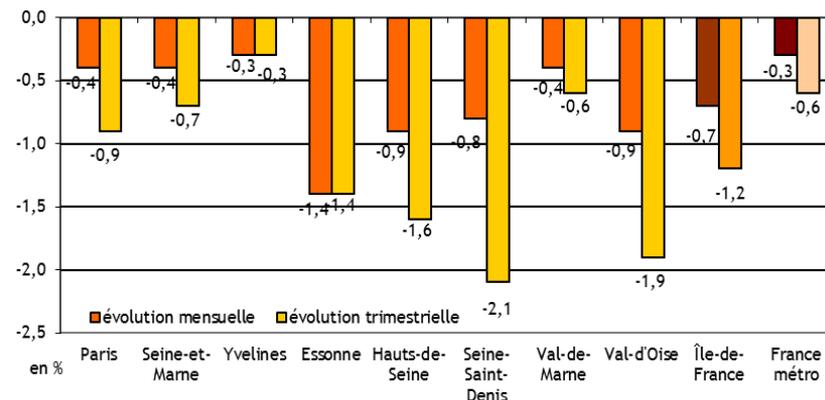
Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA : on ne compte quasiment plus de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles des mois précédents.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (Catégorie ABC, données CVS-CJO – indice 100 septembre 2015)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (Catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Depuis fin 2015, des modifications sont apportées aux modalités d'inscription des demandeurs d'emploi à Pôle emploi (refonte des motifs d'entrée sur les listes, généralisation de la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi), permettant notamment de mieux retracer les motifs d'inscription. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B, C, elles ont cependant un impact sur la répartition par motif de ces entrées.

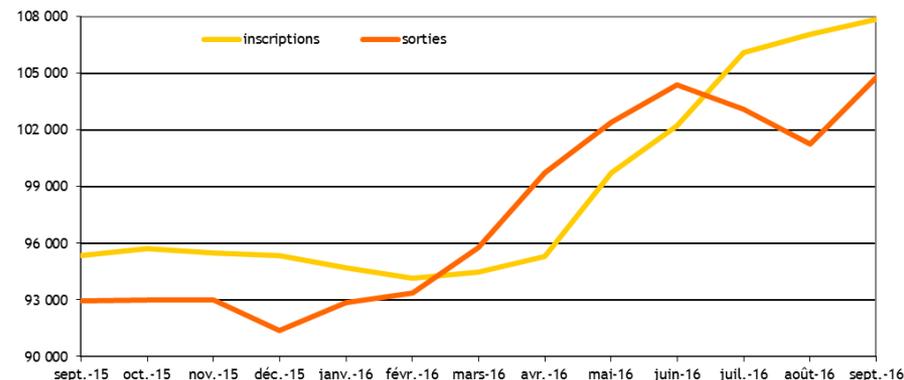
En septembre 2016, le nombre de sorties de catégories A, B, C pour défaut d'actualisation a retrouvé un niveau plus habituel, après avoir enregistré une baisse inhabituellement forte en août 2016.

Sur trois mois glissants le nombre de sorties est quasi stable (+0,4%). Le motif de défaut d'actualisation représentant 43% du total des sorties, cela limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Les entrées en stage augmentent notablement, avec une moyenne de plus de 10 000 sorties pour ce motif sur les 3 derniers mois, liée à l'application du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ».

De son côté, sur trois mois glissants, le nombre d'entrées demeure en hausse. Les entrées pour motifs de « première entrée » ou de « reprise d'activité » sont en forte augmentation depuis quelques mois. Cela peut être du en partie à la refonte des intitulés des motifs d'entrée suite à la mise en place du « nouveau parcours du demandeur d'emploi », les nouveaux intitulés étant plus explicites que les précédents.

Il est aussi possible que nous assistions à une reprise des inscriptions de jeunes sortant d'études ou de femmes sortant d'inactivité. La hausse de ces deux motifs peut être le signe d'un effet d'appel sur le marché du travail, phénomène particulièrement notable dans la région en période de reprise économique.

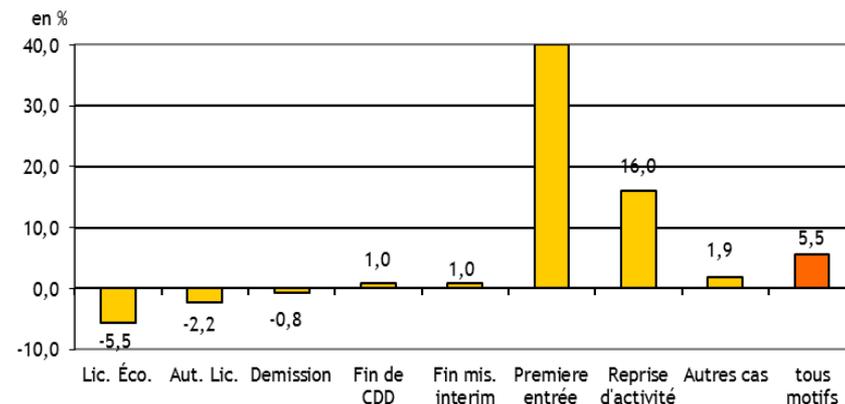
Evolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissement : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Île-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Au deuxième trimestre 2016, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,5 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,2 point par rapport au premier trimestre. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,6 % au 2^{ème} trimestre 2016.

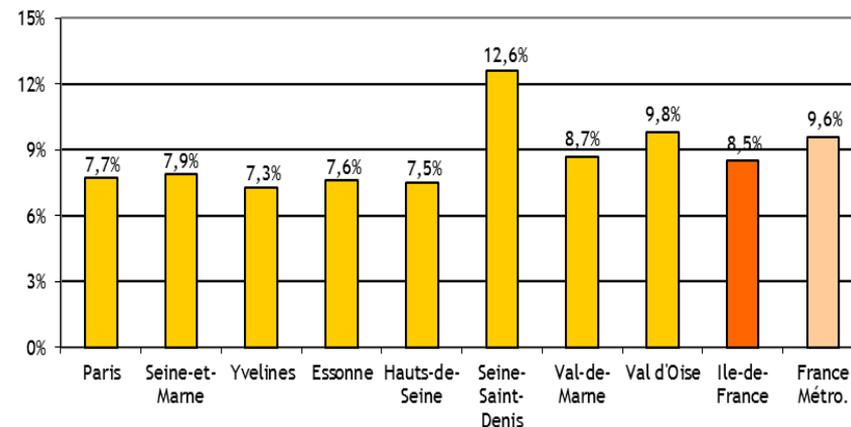
Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,5 point en Île-de-France ainsi qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 2,2 points à sa valeur d'avant la crise (6,3% au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,8 points de plus qu'au T1 2008. Après une période de stabilité depuis 2013 on peut voir l'amorce d'un mouvement de baisse.

La Seine-Saint-Denis, dont le taux est structurellement le plus élevé de la région avec 12,6%, a vu son taux de chômage reculer de 0,4 point par rapport au trimestre précédent et de 0,7 point sur un an.

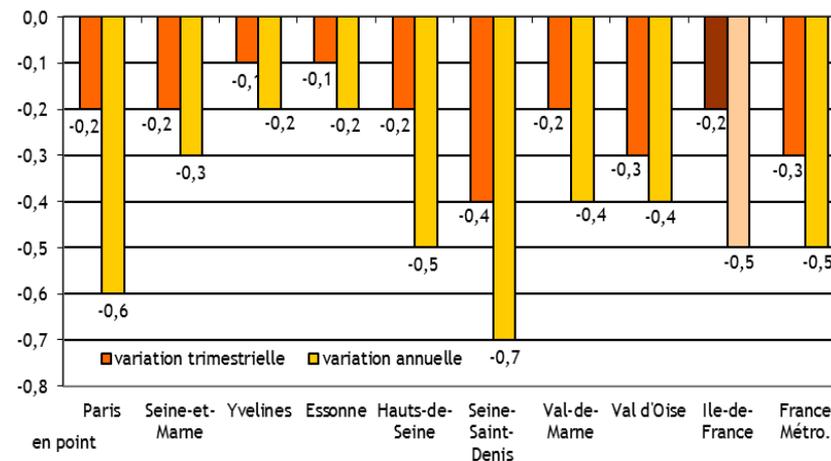
Il a au contraire très peu baissé dans les Yvelines et dans l'Essonne. Avec Paris, les Hauts-de-Seine et la Seine-et-Marne, ces cinq départements ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 8%.

Taux de chômage localisé au 2^{ème} trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

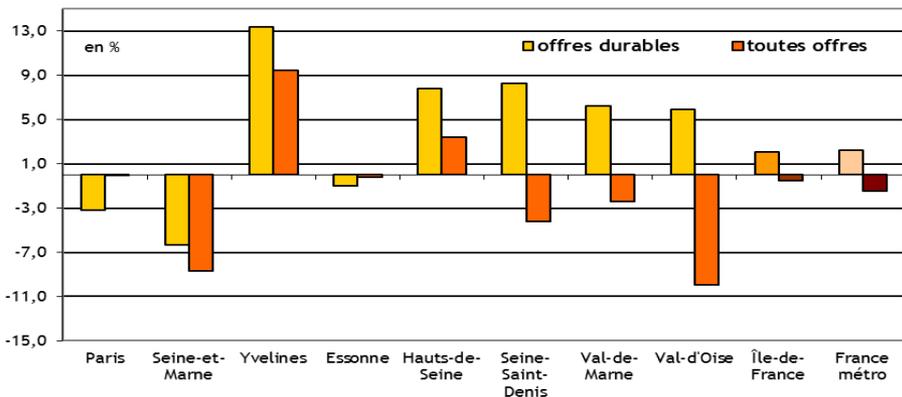
Evolution du taux de chômage localisé au 2^{ème} trimestre 2016 (données CVS)



Source : Insee

En septembre 2016, 46 960 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 27 660 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)

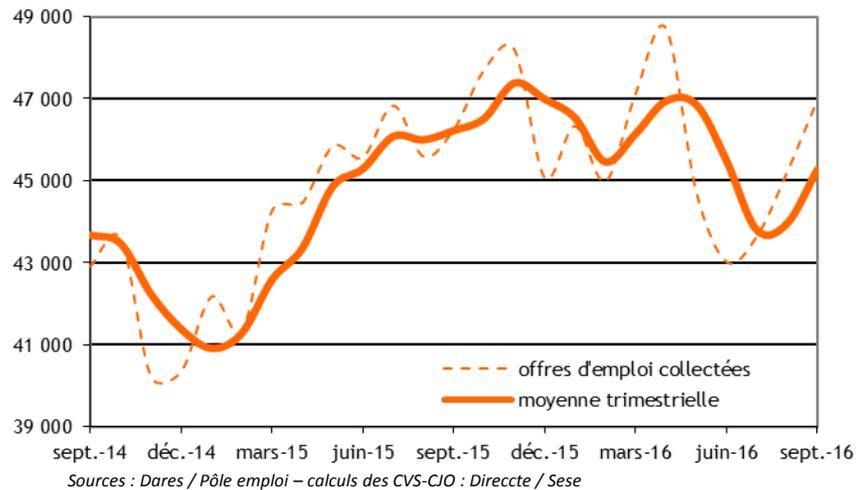


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Sur trois mois glissant, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région est stable (-0,5 %) et les offres durables ont un peu augmenté (+2,1%). En France métropolitaine, le total des offres baisse légèrement (-1,5%), alors que les offres durables augmentent un peu (+2,3 %).

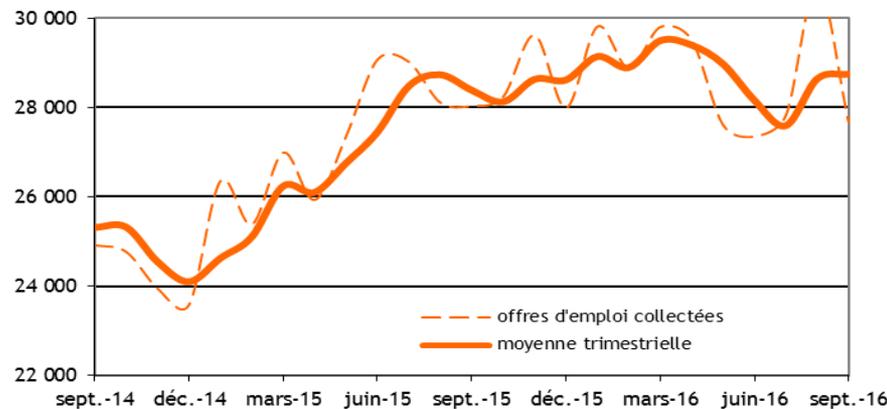
En moyenne trimestrielle sur un an, les offres enregistrées dans la région sont également en repli (-2,1 %), au contraire des offres durables (+1,3 %).

Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis septembre 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis septembre 2014 (données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au deuxième trimestre 2016

Plus de 1 900 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2016 en Île-de-France, dont près de 320 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2016 (par rapport au deuxième trimestre 2015) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+5,9 %) et pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +9,0 %).

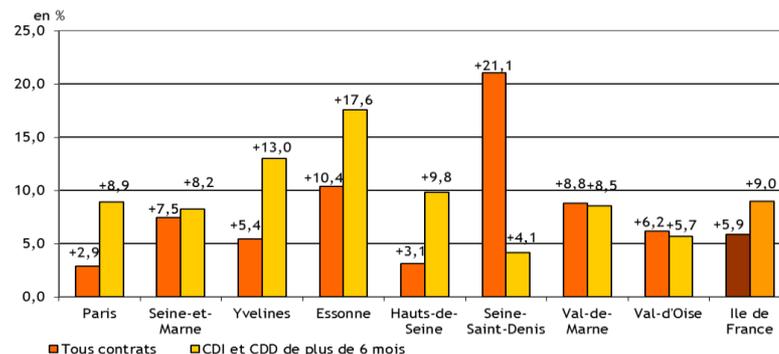
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis et l'Essonne ont connu une augmentation annuelle des DPAE très importante (respectivement 21,1 % et 10,4 %). En revanche, cette évolution est plus faible pour Paris (2,9 %) et les Hauts-de-Seine (+3,1 %).

Pour les embauches en CDI et CDD de plus de six mois, les Yvelines et l'Essonne progressent fortement (respectivement de 13,0 % et 17,6 %). La Seine-Saint-Denis connaît paradoxalement une faible croissance des contrats durables (+ 4,1 %).

La recherche-développement scientifique et l'enseignement sont les secteurs d'activité qui affichent les plus fortes augmentations des DPAE en contrats durables (respectivement + 96,4 % et +45,3 %).

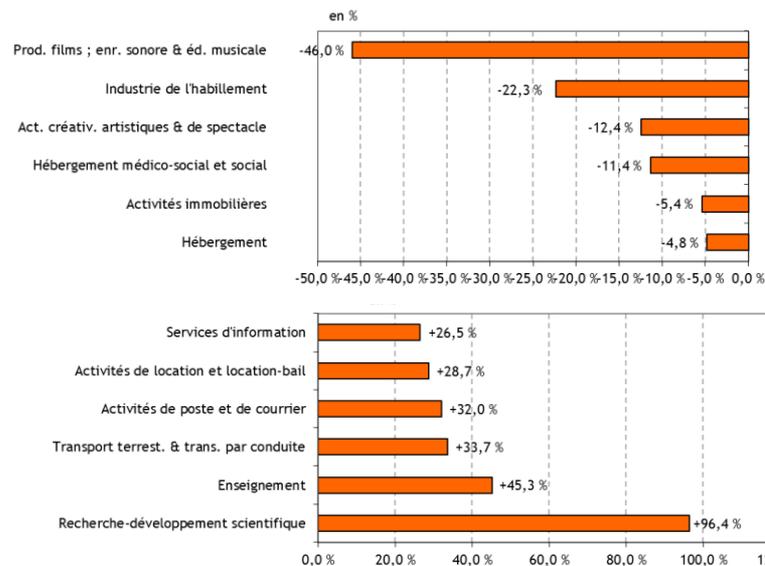
La production de films cinématographiques, vidéos et émissions de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale a connu la baisse la plus importante (-46,0 %).

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (2^e trim. 2016 – 2^e trim. 2015)



Source : DPAE / Urssaf

Les six secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Sources : DPAE / Urssaf

Plus de 282 400 contrats d'intérim ont été signés au mois de juin 2016 en Île-de-France (CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 98 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

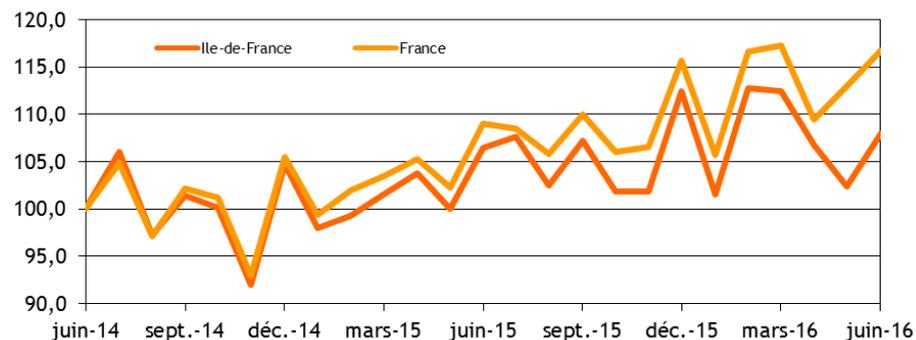
Le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a légèrement progressé par rapport au mois précédent, signe de contrats plus longs. Toutefois, en moyenne sur le 2^{ème} trimestre 2016, le nombre d'intérimaires est en baisse : -3,0 % par rapport au 1^{er} trimestre 2016 (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en forte baisse : -10,5 % pour le nombre d'EETP par rapport au 4^{ème} trimestre 2015, notamment dans les industries agro-alimentaires et la fabrication de matériels de transport (resp. -19,2 % et -19,1 %), au contraire de la production et distribution d'eau - gestion des déchets (+2,7 %).

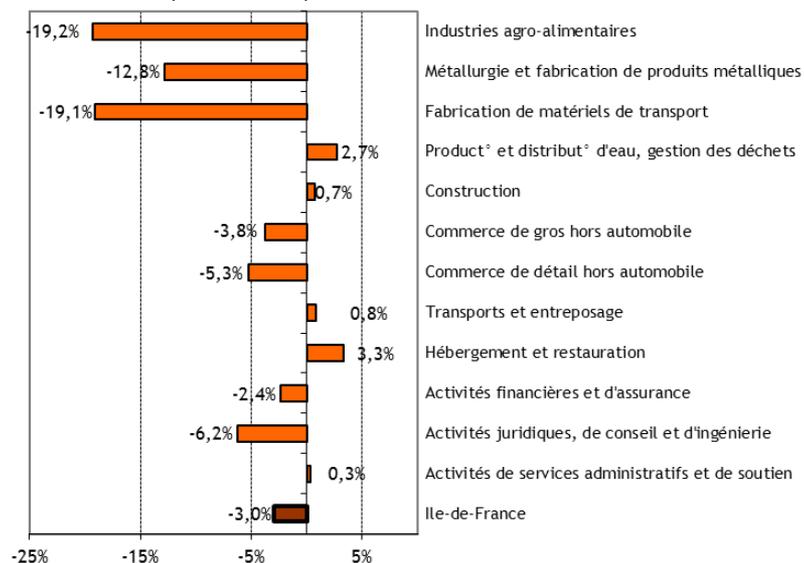
L'activité intérimaire dans la construction enregistre une légère augmentation (+0,7 %) après des trimestres de plus fortes hausses.

L'intérim est également en repli dans le tertiaire (-1,8 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2015), mais avec des différences suivant les secteurs d'activités fins : hausse dans l'hébergement-restauration et le transport et entreposage, net recul dans les activités de conseil et d'ingénierie, le commerce de détail et le commerce de gros (resp. -6,2 %, -5,3 % et -3,8 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin juin 2014)



Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



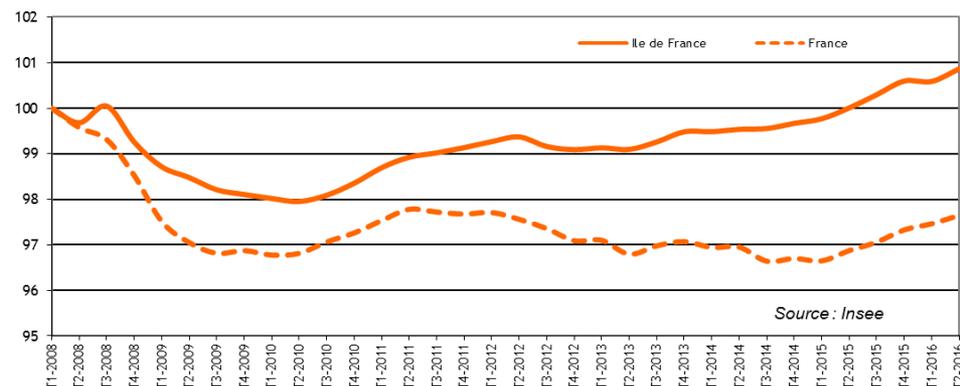
Au deuxième trimestre 2016, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,3 % (soit +11 400 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente de 0,2 % (+29 500 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en hausse de 0,9 % (soit +35 200 emplois). Il confirme ainsi la tendance à la hausse, ayant notamment dépassé son niveau d'avant-crise au cours de l'année 2015.

Au deuxième trimestre 2016 les départements qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (l'Essonne, les Hauts-de-Seine et Paris) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent; de leur côté, les Yvelines, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne observent des diminutions.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé en Seine-et-Marne et en Essonne (+5 000 emplois chacun environ) tandis que la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine et les Yvelines affichent des augmentations très modérées. Le Val-d'Oise observe une hausse importante relativement à sa taille. C'est cependant Paris qui contribue en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec 17 000 emplois en plus depuis le deuxième trimestre 2015. Le Val-de-Marne perd des emplois.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



| Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS) | Nombre d'emplois au 2 ^{ème} trimestre 2016 | Evolution trimestrielle (par rapport au 1 ^{er} trimestre 2016) | | Evolution annuelle (par rapport au 2 ^{ème} trimestre 2015) | |
|---|---|---|------------|---|------------|
| | | Niveau | % | Niveau | % |
| Paris | 1 302 565 | 7 237 | 0,6 | 17 048 | 1,3 |
| Seine-et-Marne | 309 159 | -270 | -0,1 | 5 089 | 1,7 |
| Yvelines | 364 781 | -2 189 | -0,6 | 547 | 0,2 |
| Essonne | 304 219 | 2 215 | 0,7 | 4 878 | 1,6 |
| Hauts-de-Seine | 820 689 | 6 754 | 0,8 | 3 650 | 0,4 |
| Seine-Saint-Denis | 402 241 | -1 752 | -0,4 | 2 384 | 0,6 |
| Val-de-Marne | 356 294 | -1 263 | -0,4 | -1 248 | -0,3 |
| Val-d'Oise | 265 726 | 659 | 0,2 | 2 836 | 1,1 |
| Ile-de-France | 4 125 673 | 11 392 | 0,3 | 35 184 | 0,9 |
| France métropolitaine | 15 572 300 | 29 500 | 0,2 | 123 500 | 0,8 |

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

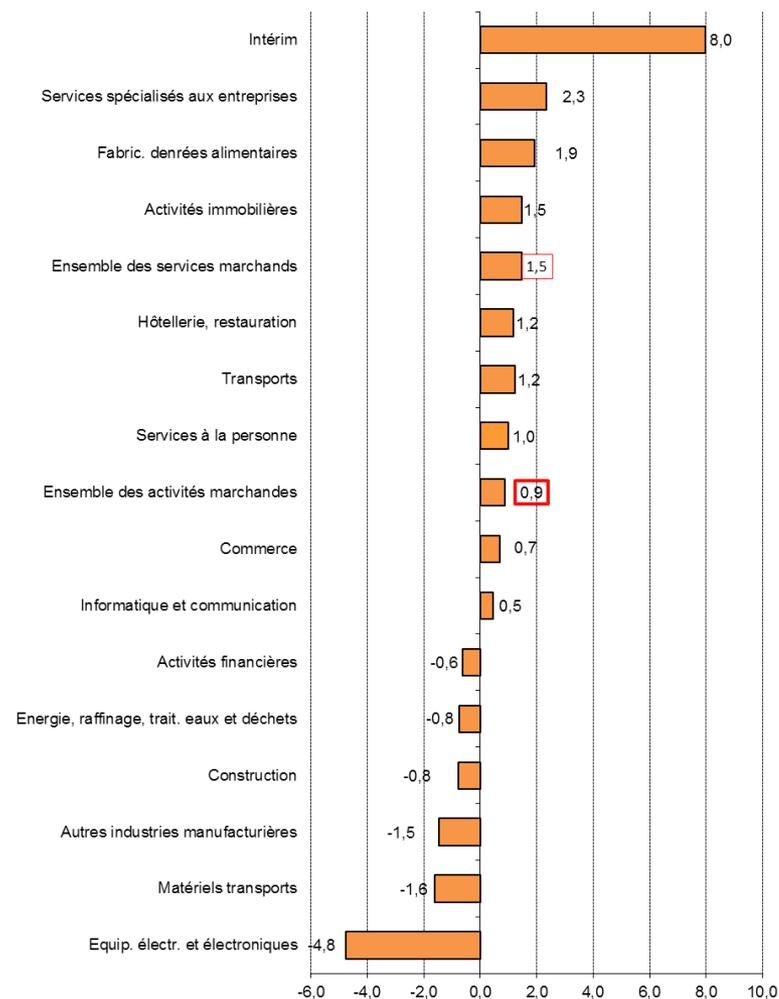
Au deuxième trimestre 2016, l'emploi continue de diminuer dans l'industrie (1 000 emplois, soit -0,2 %) et reste à peu près stable dans la construction (-200 emplois, -0,1 %) et le commerce (-0,0 %, -200 emplois). Les services marchands (+0,5 %, +12 900 emplois) ont continué de progresser.

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de 1,5 % dans l'industrie et de 0,8 % dans la construction. Au sein de l'industrie, tous les secteurs d'activités sauf celui des denrées alimentaires, et particulièrement la fabrication d'équipements électriques et électroniques, perdent un nombre important d'emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 0,7 % (+4 900 emplois), un peu ralentie par rapport aux évolutions positives des précédents trimestres.

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de 1,5 % (+39 000 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre (+2,2%) mais semble soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a tout de même connu une augmentation importante de 8,0 %. Tous les autres secteurs d'activités des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, les services spécialisés aux entreprises ont connu la plus forte croissance hors secteur intérimaire (+2,3 %, soit +21 400 emplois), suivis par les activités immobilières (+1,5 %).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2^{ème} trimestre 2015 et le 2^{ème} trimestre 2016, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

| Répartition par territoire gestionnaire | Ile-de-France | Paris | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Val-d'Oise |
|---|---------------|---------|----------------|-----------|---------|----------------|-------------------|--------------|------------|
| Autorisations en septembre | 94 | 27 | 7 | 17 | 13 | 6 | 11 | 5 | 8 |
| cumul 2016 | 961 | 205 | 121 | 158 | 121 | 59 | 86 | 80 | 131 |
| cumul 2015 (janvier-septembre) | 1 143 | 164 | 158 | 173 | 158 | 94 | 109 | 111 | 176 |
| Heures associées en septembre | 401 000 | 41 995 | 6 283 | 79 343 | 109 275 | 10 483 | 35 872 | 96 652 | 21 097 |
| cumul 2016 | 5 430 883 | 389 794 | 590 553 | 1 836 435 | 785 041 | 416 992 | 240 313 | 485 601 | 686 153 |
| cumul 2015 (janvier-septembre) | 5 912 151 | 247 240 | 821 781 | 1 486 863 | 919 065 | 594 744 | 386 264 | 733 649 | 722 544 |
| Evolution | -8,1% | 57,7% | -28,1% | 23,5% | -14,6% | -29,9% | -37,8% | -33,8% | -5,0% |

En septembre dernier, 94 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 401 000 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Un volume en baisse de 36 % par rapport à la moyenne mensuelle de ces 8 derniers mois et également moins élevé en cumul depuis le début de l'année qu'en 2015.

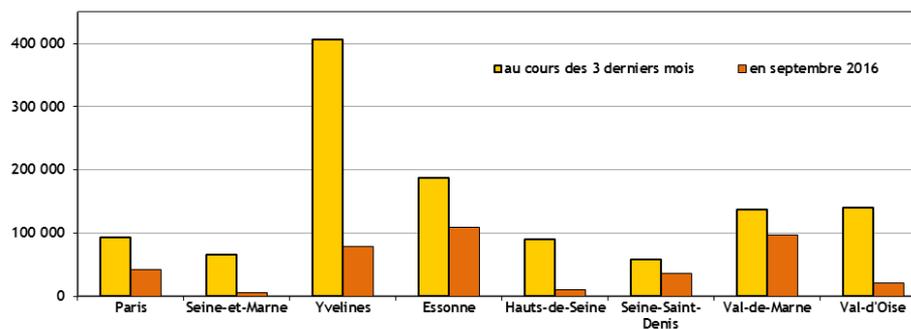
Les départements de l'Essonne, du Val-de-Marne et des Yvelines regroupent 71 % des heures d'activité partielle autorisées en septembre dernier.

Paris est le quatrième département le plus touché avec 10 % des heures demandées dans la région. Le montant d'heures demandées dans les autres départements est très faible.

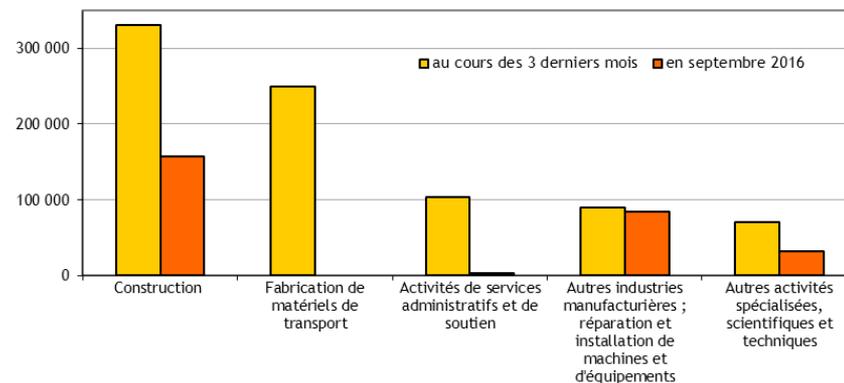
Le secteur de la construction est à l'origine de 39 % des heures autorisées ce mois-ci soit plus de 157 000 heures réparties en 17 demandes.

Le secteur de la réparation et installation de machines et d'équipements a demandé 84 000 heures réparties sur 9 demandes.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées

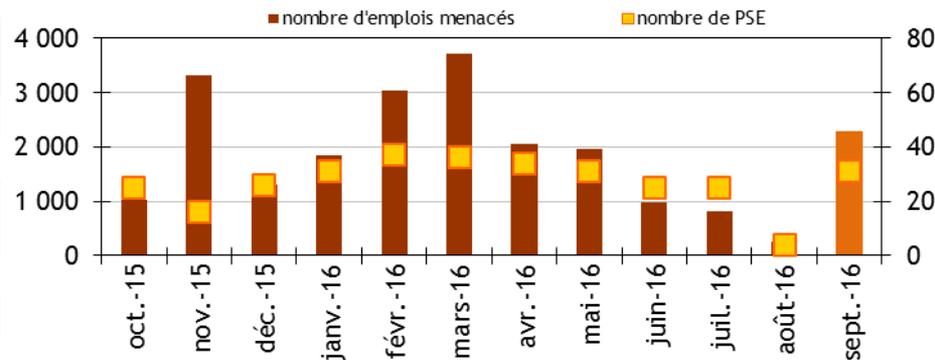


Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

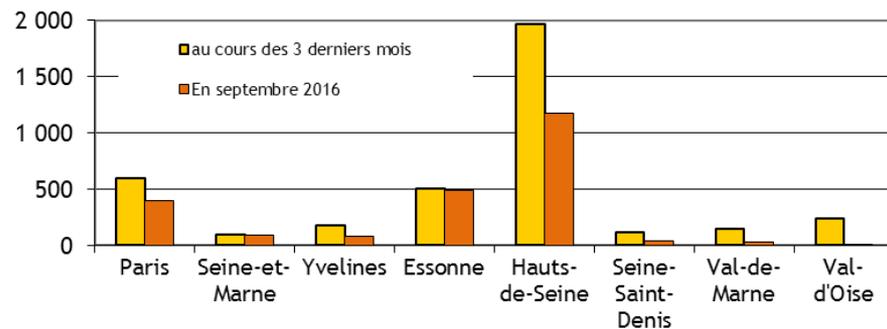
(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois

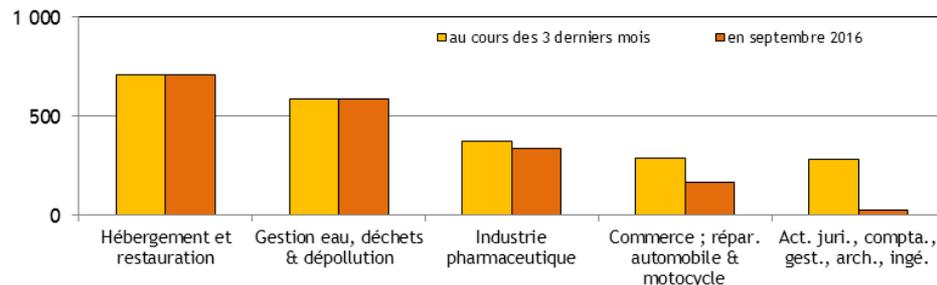
| Répartition par territoire impacté | Ile-de-France | Paris | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Val-d'Oise | Autres départements |
|------------------------------------|---------------|-------|----------------|----------|---------|----------------|-------------------|--------------|------------|---------------------|
| PSE en août | 31 | 6 | 10 | 1 | 2 | 2 | 10 | | | |
| Cumul 2016 | 254 | 20 | 70 | 10 | 14 | 11 | 82 | 17 | 14 | 16 |
| Cumul 2015 (janvier à septembre) | 257 | 7 | 82 | 16 | 24 | 12 | 63 | 23 | 13 | 17 |
| Salariés concernés | 2 296 | 396 | 89 | 76 | 491 | 1170 | 39 | 30 | 5 | / |
| Cumul 2016 | 16 962 | 3 751 | 519 | 1 050 | 1 735 | 6 165 | 2 237 | 796 | 709 | / |
| Cumul 2015 (janvier à septembre) | 14 823 | 3937 | 718 | 1037 | 556 | 4466 | 2130 | 1088 | 891 | / |
| Evolution | 14% | -5% | -28% | 1% | 212% | 38% | 5% | -27% | -20% | / |



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



En septembre 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 31 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) concernant presque 3 000 postes.

Ces chiffres sont supérieurs aux moyennes constatées sur les 12 derniers mois. Trois gros PSE, affectant chacun au moins 300 emplois, menacent à eux seuls plus de la moitié des emplois en question.

Les départements les plus menacés en proportion de leur emploi local sont les Hauts-de-Seine et l'Essonne. Ces deux départements sont les plus touchés dans la région depuis le début de l'année par rapport à la même période de 2015. La majorité des emplois affectés en Essonne le sont par un grand groupe hôtelier.

Les secteurs de l'industrie pharmaceutique et de la distribution d'eau sont les plus touchés en proportion du nombre de salariés qu'ils emploient dans la région.



Directrice de publication : Corinne Cherubini

Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Conception graphique : Emmanuelle Seguin

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr